

Chapitre 3. Compte Satellite du Tourisme : l'utilisation des données pour les entreprises et l'élaboration des politiques

La publication intitulée *Compte satellite du tourisme : recommandations concernant le cadre conceptuel* est la principale référence internationale pour la mesure du rôle économique du tourisme. Les pays sont de plus en plus nombreux, notamment dans la zone OCDE, à établir un compte satellite du tourisme (CST) en suivant la méthodologie recommandée. Celle-ci permet, entre autres avantages, de veiller à la qualité des données, d'évaluer la contribution du tourisme à l'économie et d'ajouter des « extensions » portant sur les impacts indirects, l'emploi, les statistiques trimestrielles ou régionales, etc. Cependant, les données obtenues restent largement sous-exploitées. Sont notamment en cause la méconnaissance du CST, le délai d'établissement, l'absence de dimension spatiale et les problèmes de comparabilité internationale. Le présent chapitre appelle à redoubler d'efforts pour : *i*) mettre en application les normes recommandées au niveau international ; *ii*) associer un plus grand nombre d'acteurs à l'élaboration et à la diffusion des données et des extensions du CST ; *iii*) adapter et faire mieux connaître les « produits » du CST aux utilisateurs ; et *iv*) renforcer les capacités des utilisateurs du CST. L'OCDE, qui a concouru à l'élaboration du CST, donne son plein appui à ces efforts.

Introduction

La publication intitulée *Compte satellite du tourisme : recommandations concernant le cadre conceptuel* est la principale référence internationale pour la mesure du rôle économique du tourisme. Elle a contribué à modifier la manière d'envisager le tourisme. Le compte satellite du tourisme (CST) rapproche la demande (consommation des visiteurs) et l'offre (production des activités liées au tourisme), en donnant une représentation à la fois globale et détaillée de l'ensemble complexe d'activités liées au tourisme. Les pays sont de plus en plus nombreux, notamment dans la zone OCDE, à mettre en place une forme ou une autre de CST. Cependant, les données des CST restent largement sous-exploitées, surtout faute d'informations sur leurs multiples aspects et sur les applications qui peuvent en être faites.

Le présent chapitre fait le point sur la mise en place et l'utilisation du CST dans les pays de l'OCDE et dans quelques économies non membres. Il rappelle la pertinence et l'utilité des données du CST, recense des exemples d'applications, donne un plus large écho aux analyses économiques et sociales fondées sur le CST aux niveaux international, national et régional, et plaide pour une utilisation plus satisfaisante des données du CST à des fins d'analyse des projets et des politiques. L'objectif est de dégager une « perspective commune » sur les meilleures façons d'exploiter le CST. L'élaboration du CST est à envisager comme un processus susceptible de déboucher sur plusieurs « produits » différents à diffuser. Ces produits doivent être adaptés à divers types d'utilisateurs des secteurs public et privé. L'OCDE, qui figure parmi les principaux concepteurs et utilisateurs du CST, donne son plein appui aux efforts déployés dans ce sens (encadré 3.1).

Ce chapitre s'appuie principalement sur les réponses des pays membres au questionnaire de l'OCDE intitulé « *Pratiques optimales d'utilisation des CST dans les pays membres de l'OCDE* » et met à profit d'autres sources utiles (publications ou sites Web, par exemple).

Encadré 3.1. Le Comité du tourisme de l'OCDE et le projet CST

Depuis le début des années 80, le Comité du tourisme de l'OCDE s'efforce de faire mieux percevoir la portée, la nature et le rôle du tourisme dans les économies nationales. Afin d'améliorer la mesure des services touristiques dans l'économie et de proposer une norme internationale dans ce domaine, le Comité du tourisme a travaillé comme suit sur les aspects méthodologiques : *Manuel sur les comptes économiques du tourisme* (1991), version pilote d'un compte satellite du tourisme pour les pays de l'OCDE (2000) et, en coopération avec plusieurs autres organismes internationaux, *Compte satellite du tourisme : recommandations concernant le cadre conceptuel*. Cette dernière publication constitue désormais la principale référence internationale pour l'établissement d'un compte satellite du tourisme (CST) mesurant l'importance économique du secteur. Quelques modifications ont été apportées en 2008, mais la philosophie et la structure générales demeurent inchangées.

Utilisateurs publics et privés du CST

Le CST peut être utilisé par des acteurs publics et privés très divers : administrations nationales du tourisme, offices du tourisme nationaux, offices nationaux de statistiques, banques centrales, associations professionnelles du tourisme, autorités régionales et locales, établissements universitaires et instituts de recherche, organisations internationales, etc.

Utilisateurs publics

Le CST peut faciliter les choix stratégiques des responsables publics en les aidant à apprécier l'ampleur et l'importance du secteur touristique dans son ensemble, ce qui permet ensuite de mobiliser des ressources et des financements pour de nouvelles actions. De plus en plus, les indicateurs tirés du CST

servent à orienter les politiques et stratégies nationales à long terme en matière de tourisme. Ainsi les décideurs peuvent-ils suivre de près la mise en œuvre de la stratégie touristique nationale (et développer une culture de l'évaluation). Dans un nombre croissant de pays, les données du CST viennent à l'appui de documents d'orientation et de déclarations officielles se rapportant au poids économique du tourisme. La contribution du tourisme au produit intérieur brut (PIB), ainsi que les recettes fiscales pour l'État et l'emploi total générés par l'industrie touristique retiennent surtout l'attention. L'exploitation du CST à des fins de modélisation dynamique suscite également un intérêt grandissant. Par ailleurs, il faudrait veiller à mieux éclairer les enjeux régionaux et les questions d'environnement et de viabilité écologique. Toutefois, s'il existe incontestablement une forte demande d'informations sur ces aspects, les réponses n'entrent pas nécessairement dans le cadre du CST.

Le tourisme a un poids économique moins important en Suède que dans beaucoup d'autres pays. Durant la période 1995-2004, la part du secteur des voyages et du tourisme dans le PIB a oscillé entre 2.55 % et 2.81 %. Elle reste donc constante au regard de l'économie dans son ensemble. Toutefois, elle dépend plus des évolutions macroéconomiques que de variations à l'intérieur même du secteur. En 2004, le secteur du tourisme et des voyages représentait une part du PIB supérieure à celle de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, par exemple, et pratiquement aussi importante que celle de la production et de la distribution d'électricité, de gaz, de chauffage et d'eau (Suède).

Le CST fournit des informations capitales. L'intérêt véritable des principaux résultats du CST tient au fait qu'ils assoient solidement, et officiellement, le rôle et la contribution du tourisme. Ce constat essentiel est implicite dans un large éventail de domaines (élaboration des politiques, planification du tourisme par les autorités centrales et locales, développement commercial, par exemple). Aussi indispensable soit-il, le CST ne se suffit pas à lui-même. Les résultats prennent toute leur importance lorsqu'ils sont repris à un autre niveau dans des documents dont dépendent diverses décisions (documents gouvernementaux, discours de ministres, documents de programmation, comptes rendus de spécialistes, analyses de rentabilité, etc.) (Nouvelle-Zélande).

Les indicateurs issus du CST – à savoir la demande de tourisme récepteur, la demande de tourisme de loisirs, la demande totale de tourisme, la valeur ajoutée du tourisme en pourcentage du PIB aux prix de base, la valeur ajoutée générée par la demande de tourisme (dépenses des employeurs comprises), la production totale des industries touristiques, le nombre d'entreprises spécifiquement liées au tourisme, les effets imputés du tourisme sur l'emploi et les heures ouvrées dans les industries touristiques – ont servi à fixer les objectifs assignés à la stratégie touristique nationale. Ils sont suivis de près dans l'optique de la mise en œuvre de cette stratégie (Finlande).

Utilisateurs privés

Les entreprises et les associations de tourisme sont aussi appelées à utiliser le CST. Elles peuvent en tirer des informations sur les évolutions de l'activité. En fournissant des estimations crédibles de la contribution du tourisme à l'économie, le CST a progressivement aidé le secteur à mieux percevoir sa place, son identité et son importance. Cependant, à l'évidence, les utilisateurs privés n'exploitent pas encore pleinement le CST, alors qu'il peut assurément apporter beaucoup plus qu'une appréciation globale du tourisme. Le CST est censé (cela reste à démontrer) donner aux entreprises des indications utiles sur les mesures à prendre et faciliter les décisions de développement et d'investissement. Cet objectif pourrait sans doute être atteint grâce aux données détaillées concernant l'hébergement, la restauration, les agences de voyages et le transport, qui sont autant d'activités caractéristiques considérées isolément dans le CST.

Dans le secteur privé, le CST est un outil d'analyse décisionnelle qui aide à élaborer des stratégies faisant intervenir les infrastructures et le marché du travail du tourisme. Les associations professionnelles s'en servent surtout à des fins de promotion et de médiatisation, et au nom des intérêts du secteur. En Nouvelle-Zélande, par exemple, une grande entreprise touristique utilise les informations tirées du CST pour aider les nouveaux employés à mieux comprendre le contexte dans lequel ils travaillent et la place du tourisme dans le pays. Le CST va ainsi dans le sens de la prise en considération du tourisme à l'échelle sectorielle ou régionale.

Le CST pourrait être encore plus utile si des extensions venaient le compléter à l'intention des professionnels. C'est en quelque sorte un premier ensemble dont pourraient découler des données plus détaillées, par exemple sur les réunions, voyages de motivation, congrès et salons.

Avantages possibles pour les producteurs et les utilisateurs du CST

Critère de qualité pour l'élaboration d'un système de statistiques du tourisme

La qualité est un argument essentiel, bien que les utilisateurs n'y soient peut-être pas suffisamment sensibilisés. Tout comme la comparabilité internationale, la qualité est une bonne raison de « protéger » et de promouvoir le CST. Il appartient à la communauté internationale d'œuvrer dans ce sens, et beaucoup de pays de l'OCDE pourraient montrer la voie. Par exemple, l'emploi plus rigoureux de l'appellation « CST » serait sans doute propice à une utilisation plus large.

Il faudrait commencer par préciser ce que recouvre l'appellation « CST » pour éviter tout risque de confusion avec d'autres « produits ». Cette appellation doit être avant tout un label de qualité indiquant que les données ont été produites selon des méthodes appropriées.

Dans leur réponse au questionnaire, beaucoup de pays ont déclaré utiliser le CST comme outil de référence pour évaluer la qualité des données brutes recueillies (Autriche, Canada, Corée, Espagne, Mexique, Nouvelle-Zélande, République tchèque, Suède et Suisse). Les extraits ci-dessous en donnent une illustration.

Les offices nationaux de statistiques font valoir que le CST aide à repérer un certain nombre de lacunes dans les données et à imposer une nouvelle méthode de rapprochement des sources. Le travail s'inscrit donc dans un processus de longue haleine qui, à terme, devrait permettre d'élaborer des CST plus satisfaisants et d'améliorer les statistiques du tourisme en général (CST utilisé comme critère de qualité).

Les données du tourisme sont confrontées aux estimations de la comptabilité nationale, d'où une évaluation réciproque de la qualité (Suède). En cas de contradiction avec d'autres données, celles de la comptabilité nationale par exemple, les données du tourisme sont corrigées (Danemark). Pour l'Espagne, les données du CST doivent être pleinement cohérentes avec les chiffres de la comptabilité nationale, car la crédibilité de la comptabilité nationale comme du CST en dépend. Les informations transmises en retour par les analystes du CST enrichissent directement le travail d'élaboration des enquêtes sur les données essentielles à recueillir (enquêtes sur les voyages internationaux et les voyages intérieurs, par exemple) (Nouvelle-Zélande).

L'analyse des données issues de différentes sources, préalablement à l'élaboration du CST, permet de mieux cerner et déterminer les sources statistiques qui sont utiles pour en améliorer la qualité et la fiabilité (Espagne).

Définition du secteur touristique et analyse des activités correspondantes

Les statistiques traditionnelles du tourisme, qui se fondent principalement sur les arrivées, les nuitées et la balance des paiements, ne rendent pas compte de l'impact économique du tourisme dans sa totalité. Ces informations ne suffisent pas pour assurer l'efficacité des politiques publiques et l'efficience des activités commerciales. Le CST a considérablement étoffé la base de données sur le tourisme, et il fournit des informations fiables sur l'ampleur de cette activité et son importance dans l'économie. Il a en outre contribué à faire mieux percevoir le rôle économique direct, indirect ou induit du tourisme en termes de création de valeur ajoutée, d'emplois, de revenus des particuliers, de recettes publiques, etc.

Le CST est un outil de mesure approprié pour évaluer l'impact du tourisme sur l'économie dans son ensemble. Il a désormais sa place dans des analyses approfondies mettant en évidence le rôle, modeste mais essentiel, joué par le tourisme dans l'économie. Le CST permet d'obtenir des estimations fiables dans un domaine où les informations étaient auparavant dépourvues de crédibilité (Irlande).

Le CST forme un cadre cohérent dans lequel on peut intégrer, rapprocher, organiser et analyser les diverses statistiques économiques pertinentes, du côté de l'offre (le secteur) et de la demande (les touristes). Or le tourisme n'est pas un secteur repéré en tant que tel au sein du système statistique car il recoupe plusieurs activités. En réunissant les diverses composantes du tourisme, le CST précise les contours du secteur dans le système statistique. Le CST a marqué un tournant décisif dans la définition du « secteur du tourisme » en établissant la liste des « activités caractéristiques du tourisme ».

Le CST fait du tourisme une branche d'activité à part entière. Dans les statistiques officielles, les secteurs sont définis du point de vue de l'offre ; le tourisme étant défini du point de vue de la demande, il ne pouvait jusqu'à présent être véritablement comparé de manière fiable avec les autres secteurs. Le rapprochement des données du tourisme et d'autres sources statistiques renforce la fiabilité et la crédibilité des résultats (Danemark).

En outre, le CST permet d'analyser tous les aspects de la demande de biens et de services qui pourraient se rattacher au tourisme dans l'économie et de décrire les interactions entre cette offre et d'autres activités économiques. Le CST met en évidence les liens importants avec des produits et des activités non touristiques (commerce de détail et industrie automobile compris), propices à nouvelles alliances entre les organisations de commercialisation du tourisme et des « partenaires non traditionnels ». Il facilite les comparaisons avec d'autres activités en termes de production, d'emploi, etc. (encadré 3.2).

Encadré 3.2. Part du tourisme dans les branches d'activité « touristiques » et « non touristiques » (Canada)

Les services d'agences de voyages dépendent le plus du tourisme, puisque celui-ci correspond à 92.2 % de leur activité économique. Viennent ensuite le transport aérien et l'hébergement. Ils représentent respectivement 78.7 % et 66.4 % du PIB du tourisme. Ces pourcentages peuvent sembler faibles, mais les services de fret sont comptabilisés dans le transport aérien, et le secteur de l'hébergement englobe les repas et les boissons alcoolisées servis à des résidents locaux (non touristes), ce qui diminue la part imputable au tourisme. Avec 17.3 % du PIB du secteur, la restauration affiche une moindre dépendance à l'égard du tourisme que les autres grandes « industries touristiques ».

Diverses branches d'activité dites « non touristiques » produisent des biens et services qui sont achetés par les touristes (articles d'épicerie, souvenirs et autres marchandises vendues au détail, etc.). En 2002, les touristes ont consacré 10 milliards de dollars à l'achat de ce type de biens et services (montant supérieur aux dépenses d'hébergement), soit 15.6 % de plus qu'en 2000. En 2002, ces « autres industries » ont contribué à hauteur de 23.2 % au PIB du tourisme, contre 22.5 % en 2000. Le tourisme y a généré 120 800 emplois.

Source : Compte satellite du tourisme du Canada, 2002 (2007).

Évaluation de la contribution du tourisme à l'économie

Les comptes nationaux constituent de vastes ensembles de données économiques cohérentes et exhaustives, dans les limites des activités prises en compte. Le PIB est sans doute l'indicateur économique le plus emblématique du cadre central de la comptabilité nationale. Les comptes satellites permettent d'élargir le champ à des domaines d'intérêt particuliers en conservant les principes et structures du cadre central. Ils envisagent certains aspects précis du domaine considéré (en termes monétaire et physique) de façon distincte mais en liaison avec le cadre central. Le CST part donc de la comptabilité nationale pour donner un coup de projecteur sur le tourisme. Il a pour avantage de permettre des comparaisons avec les autres grands indicateurs économiques.

Les principaux agrégats du CST sont bien entendu ceux qui se rapportent à la contribution du tourisme au PIB et à l'emploi. S'ajoutent, du côté de l'offre, les données relatives à la valeur ajoutée brute des industries touristiques et, du côté de la demande, les variables concernant les différentes catégories de consommation touristique (Espagne).

Place du tourisme dans l'économie nationale

Il ressort que l'un des principaux agrégats du CST actuellement utilisé est la contribution du tourisme au PIB (PIB du tourisme, agrégé et par branche d'activité, et part du tourisme dans le PIB). Seul le PIB direct est mesuré. Le PIB indirect, non mesuré, concerne les effets de l'activité économique en aval. Malgré leur importance, ces effets indirects n'entrent pas dans le CST, qui porte sur le PIB généré par la production de biens et services directement consommés par les touristes. Les effets indirects peuvent toutefois être calculés à l'aide de modèles d'impact économique se rattachant au CST (encadré 3.3 et tableau 3.1).

Encadré 3.3. PIB du tourisme dans l'économie nationale (Australie)

Pour l'exercice 2005-2006, le tourisme a représenté 37.6 milliards USD de PIB, soit une hausse de 5.5 % par rapport à 2004-2005. À titre de comparaison, aux prix courants, le PIB total a augmenté de 7.7 %. Le CST présente les taux de croissance aux prix courants, de sorte que les estimations reflètent à la fois les effets de l'évolution des prix et le volume sous-jacent de l'activité touristique. En l'absence d'informations sur l'évolution dans le temps du volume de l'activité touristique, on donne des estimations de la part du tourisme dans le PIB. Pour l'exercice 2005-2006, le tourisme a représenté 3.9 % du PIB, soit la plus faible part jamais enregistrée. Le point culminant atteint durant l'exercice 2000-2001 (4.7 % du PIB) renvoie essentiellement à la hausse des prix des services touristiques découlant de l'instauration de la taxe sur les produits et les services (TPS) et à l'augmentation du nombre de visiteurs à l'occasion des Jeux olympiques.

Le tourisme a été à l'origine de 10.5 % du total des exportations de biens et services pour l'exercice 2005-2006, contre 11.7 % pour 2004-2005. Cette baisse en pourcentage s'explique surtout par la forte augmentation (17.2 %) des exportations totales. Les visiteurs nationaux et internationaux ont représenté respectivement 75.8 % et 24.2 % du PIB touristique durant l'exercice 2005-2006.

Source : Compte satellite du tourisme, 2005-2006 (Australie, 2007).

Tableau 3.1. Le tourisme dans l'économie nationale (Nouvelle-Zélande)

| | Unités | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|--|--------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Part du tourisme (%) dans le produit intérieur brut | pourcentage | 9.9 | 9.7 | 9.8 | 9.5 | 9.0 |
| Part du tourisme (%) dans l'emploi | pourcentage | .. | 10.0 | 10.4 | 10.0 | 9.8 |
| Part du tourisme (%) dans les exportations | pourcentage | 16.4 | 16.2 | 18.1 | 19.3 | 18.7 |
| Total des dépenses de tourisme | millions NZD | 15 255 | 16 095 | 17 054 | 17 351 | 17 483 |
| Part du tourisme interne | pourcentage | 55.7 | 55.9 | 55.1 | 55.0 | 53.9 |

Sources : Compte satellite du tourisme, Business Demography Studies, Statistics New Zealand, 2007 ; *Le tourisme dans les pays de l'OCDE 2008 : Tendances et politiques*, 2008.

Tourisme interne

Le CST apparaît comme un outil permettant de mieux mesurer la place du tourisme interne dans les économies nationales et de l'évaluer par rapport au tourisme récepteur, par exemple (encadré 3.4). Il vient combler une lacune importante car les statistiques du tourisme traditionnelles visent davantage à mesurer les flux touristiques internationaux. Dans les pays de l'OCDE, le tourisme interne représente souvent plus de 50 % des flux touristiques et peut grandement contribuer à la formation de capital dans ce domaine.

Encadré 3.4. Rôle déterminant du « tourisme interne » (Irlande)

Le rôle déterminant du « tourisme interne » sur le marché touristique dans son ensemble est l'un des principaux résultats qui se dégagent du projet. En effet, l'approche méthodologique du CST met clairement l'accent sur l'importance des « visiteurs de la journée ». Dans le passé, les offices de statistiques travaillant dans ce domaine s'efforçaient plutôt de mesurer le « tourisme d'exportation » aux fins de la balance des paiements, en reléguant les composantes du tourisme interne au second plan. Surtout, on recueillait rarement des données sur les « visiteurs de la journée ». Il ressort des travaux réalisés pour ce projet que le marché touristique comprend plus précisément quatre éléments : le tourisme récepteur, le tourisme interne, les visites d'une journée et le tourisme émetteur.

Pour répondre aux exigences du CST, il fallait procéder à une estimation concernant les « visiteurs de la journée » en République d'Irlande. Aucune tentative en ce sens n'avait jamais été faite auparavant. Cette première estimation, probablement en-deçà de la réalité, tend à montrer qu'il s'agit d'une part très importante dans la demande touristique (27.7 % du total) ; aussi convient-il de mettre au point des méthodes de collecte de données pour assurer un suivi de cette composante essentielle.

Source : First Steps Tourism Satellite Account Project, République d'Irlande (2004).

Emploi

La nécessité de cerner et de mesurer l'emploi et les ressources humaines liés au tourisme est un enjeu de taille pour les décideurs publics et les chefs d'entreprise désireux de soutenir l'essor durable et la compétitivité du secteur. Les avis qui prévalent actuellement sur la structure, l'importance socioéconomique et l'évolution de l'emploi dans ce secteur reposent souvent sur des études empiriques et non sur des données solides et fiables. Grâce aux données du CST sur l'emploi, des informations valides, utiles et de qualité sont apportées, d'une part, aux responsables des politiques socioéconomiques et touristiques dans des domaines tels que la planification de la main-d'œuvre et la programmation touristique et, d'autre part, aux entreprises ou aux régions à des fins d'analyse comparative. Elles peuvent notamment être exploitées pour : augmenter la productivité et la compétitivité par l'éducation et la formation, accroître l'efficacité des marchés du travail en réduisant les déséquilibres entre l'offre et la demande de main-d'œuvre et de qualifications, abaisser les coûts résultant des taux de rotation élevés du personnel,

réduire le chômage, susciter des méthodes de travail flexibles, évaluer les coûts du travail et améliorer les perspectives d'emploi par un diagnostic des structures de la main-d'œuvre et des conditions de travail.

Le ministère du Tourisme a fait réaliser un projet de recherche ambitieux sur la rentabilité du tourisme intitulé « Tourism Sector Performance and Business Benchmark » (indicateurs de performance et d'activité du secteur touristique). Dans le cadre de ce projet, une analyse détaillée s'est appuyée sur les données du CST pour évaluer les performances de l'industrie touristique et la productivité de la main-d'œuvre (Nouvelle-Zélande).

Dans le CST, le tableau 7 ne répond pas à tous les besoins des utilisateurs en ce qui concerne l'emploi. Il mesure uniquement les emplois directement associés au tourisme (emplois générés par le tourisme ou pouvant être attribués à celui-ci) (encadré 3.5). Il ne prend pas en compte les emplois indirects, générés notamment en agriculture pour soutenir la production dans le secteur des services de restauration. Aussi certains pays créent-ils des extensions du CST, en s'inspirant par exemple du module emploi proposé par l'OCDE.

Encadré 3.5. Emploi lié au tourisme dans l'économie nationale (Canada)

En 2002, le tourisme a représenté 611 100 emplois au Canada, soit 3.9 % du total et une légère hausse (+ 0,1 %) par rapport à 2000. C'est dans le secteur de l'hébergement que le tourisme a fourni le plus grand nombre d'emplois (160 500), les services de restauration arrivant juste derrière (avec 144 700 emplois). Environ 20 % des emplois générés par le tourisme sont allés à des « industries non touristiques », soit 120 800 emplois correspondant principalement à la fabrication, au commerce de gros et aux transports publics locaux. Entre 2000 et 2002, le nombre d'emplois liés au tourisme dans le secteur du transport a diminué de 8.9 % pour s'établir à 77 900, par suite de suppressions de postes dans le secteur du transport aérien.

Source : Compte satellite du tourisme canadien (2002).

Extensions du CST

L'enquête montre que les pays ne se contentent pas de remplir les tableaux du CST. Beaucoup mettent en place des « extensions » qui couvrent différents aspects.

Données trimestrielles

Le CST a été défini sur une base annuelle. Cependant, certains pays comme le Canada et les États-Unis procèdent à des calculs trimestriels qui présentent un grand intérêt pour l'analyse en raison du caractère fortement saisonnier de l'activité (encadré 3.6).

Les indicateurs nationaux du tourisme (INT) permettent de suivre l'évolution dans le temps de l'offre, de la demande, de l'emploi et du PIB du tourisme au Canada. Les INT fournissent des estimations désaisonnalisées, en prix courants et en prix constants, tant en valeur absolue que sous forme de variations en pourcentage. Les INT s'accompagnent d'une brève analyse des résultats trimestriels, ainsi que d'articles occasionnels. Ils visent à fournir des mises à jour trimestrielles pour le CST canadien (Canada).

Encadré 3.6. Données trimestrielles du CST (États-Unis)

Les données produites concernent les dépenses touristiques (également appelées production directe du tourisme), ventilées par type de biens ou de services, ainsi que les dépenses indirectes liées au tourisme, ventilées de la même façon. Ces deux séries sont désaisonnalisées et présentées en prix courants et en prix constants. Les produits caractéristiques sont divisés en sept sous-produits, soit un degré de détail légèrement moins poussé que dans le CST. Les données sur l'emploi lié au tourisme sont également publiées et subdivisées en groupes sectoriels équivalents. Les premiers chiffres sont disponibles trois mois après le trimestre observé.

Source : Bureau of Economic Analysis, US Department of Commerce.

Emploi

Les extensions relatives à l'emploi permettent d'éclairer la relation entre les marchés du travail et les autres processus économiques, en apportant des données sur des aspects tels que la productivité et les effets indirects sur l'emploi, ainsi que des informations détaillées sur un certain nombre de variables comme les salaires, le nombre d'emplois et d'heures ouvrées par profession, la différenciation des revenus par sexe, etc. Elles renforcent la cohérence du cadre global et peuvent s'articuler avec d'autres extensions du CST. Utiles pour la formation et la programmation touristiques, elles peuvent être mises à profit par les analystes du tourisme et les planificateurs en matière d'emploi et de formation. En 2001, l'OCDE a élaboré un « module emploi » faisant autorité au niveau international qui a été adopté et mis œuvre par quelques pays membres (encadré 3.7).

Encadré 3.7. Place de la main-d'œuvre du tourisme dans l'économie (Pologne)

Les données concernant l'utilisation du facteur « travail » dans les activités touristiques sont présentées dans le CST et dans un module emploi distinct mais lié au CST. Ce module comprend huit tableaux contenant des données qui permettent d'analyser en détail l'utilisation de main-d'œuvre dans les activités caractéristiques du tourisme (à l'exception des activités de production de biens touristiques durables). En moyenne, le nombre de personnes travaillant dans des activités caractéristiques du tourisme est légèrement supérieur à 847 000, dont 272 000 propriétaires, copropriétaires et travailleurs familiaux non rémunérés (personnes non salariées) et 555 000 salariés. Les effectifs occupés correspondant aux activités caractéristiques du tourisme représentent 7 % de la population active totale du pays.

Source: Compte satellite du tourisme polonais (2000).

Environnement et viabilité écologique

Les incidences du tourisme sur l'environnement sont passées au premier plan des préoccupations ces dernières années. L'utilisation du CST en la matière offre des perspectives intéressantes car des comptes environnementaux, reprenant eux aussi les principes du système de comptabilité nationale, ont été élaborés dans un certain nombre de pays.

Au Canada, un projet en cours vise à rattacher la comptabilité environnementale au CST. Dans le cas des industries touristiques, des liens pourraient être établis en priorité pour l'eau, la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre. Le but est d'aider à comprendre et à maîtriser l'articulation entre environnement et tourisme, et à réduire les risques pour l'environnement. L'impact environnemental du tourisme pourra ainsi être comparé avec celui d'autres activités.

S'ajoutent les travaux menés dans plusieurs pays, notamment dans des cadres universitaires. En 2007, l'université de Cardiff (Pays de Galles) a publié un article montrant comment on peut chiffrer les conséquences environnementales de la consommation touristique, en termes d'émissions de dioxyde de carbone et de déchets, au moyen du CST et d'un module sur l'environnement associé à une matrice d'entrées-sorties.

Recettes publiques liées au tourisme

Le Canada offre un autre exemple d'utilisation du CST. Après avoir estimé la part des recettes publiques correspondant au tourisme pour la période 2000-2007, ce pays a décidé de procéder à cette estimation tous les deux ans. Les recettes publiques sont ventilées selon le niveau de gouvernement (fédéral, provincial/territorial et communal). Le CST a pour intérêt de mettre en évidence la part du tourisme pour les différents produits et branches d'activité. En fait, le compte satellite du tourisme canadien (CSTC) va un peu plus loin que les recommandations concernant le CST dans le degré de désagrégation.

L'Espagne travaille également dans cette optique ; son CST fournit une estimation des recettes fiscales nettes correspondant à des produits et à divers types de production associés au tourisme.

Effets indirects et induits

Les effets indirects et induits sont depuis longtemps sujets à controverse, et des ambiguïtés demeurent sur ce que peut apporter le CST. Le CST s'en tient à une interprétation étroite de la demande touristique (effets directs du tourisme uniquement). L'édition 2008 du CST donne des précisions sur la notion d'« effet direct ». La question se pose comme suit : comment définir la valeur ajoutée créée par les fournisseurs en contact direct avec les visiteurs ? S'agissant des services, la réponse va de soi puisque les producteurs sont en contact direct avec les visiteurs. Pour ce qui est des biens, elle n'est pas aussi simple car ceux-ci sont généralement vendus aux visiteurs par l'intermédiaire de détaillants – il est désormais décidé d'inclure seulement les marges du commerce de détail dans les effets directs. L'approche du CST reprend les principes de la comptabilité nationale afin de faciliter les comparaisons entre l'« industrie du tourisme » et les autres branches d'activité.

Cependant, beaucoup d'acteurs ont également insisté sur la nécessité de calculer les effets indirects et induits du tourisme sur l'économie pour appréhender le tourisme dans sa totalité. Les effets indirects peuvent être définis comme les effets produits par la consommation intermédiaire des producteurs qui sont en contact direct avec les visiteurs. Les effets induits sont quant à eux générés par les facteurs de production (principalement la main-d'œuvre au travers de sa demande de biens et de services) utilisés par les producteurs qui sont en contact avec les visiteurs. Les exemples pratiques de l'évaluation des effets induits sont rares.

Il existe plusieurs « variantes méthodologiques » du CST qui incluent les effets indirects. Certains pays intègrent ces effets à ce qu'ils appellent leur « CST » en expliquant clairement la méthode retenue. Cela peut prêter à confusion car il faudrait plutôt parler d'« extensions » du CST. Quelques pays ont mis au point des extensions bien distinctes, comme les modèles économiques fondés (dans le cas de l'Autriche) sur les multiplicateurs d'entrées-sorties (encadré 3.8).

Encadré 3.8. Effets économiques directs et indirects (Australie)

Les estimations de la valeur ajoutée brute, du PIB et de l'emploi dans le CST concernent uniquement les effets directs du tourisme. Ceux-ci supposent une relation (physique et économique) directe entre le visiteur et le producteur d'un bien ou d'un service.

La demande touristique indirecte est une notion plus large qui englobe les effets en aval de la demande touristique. Par exemple, lorsqu'un visiteur achète un repas, une demande touristique indirecte est générée pour le fabricant d'aliments, le transporteur, la compagnie d'électricité, etc., qui apportent les éléments nécessaires à la préparation du repas. Pour mesurer pleinement les effets indirects, il faut aussi prendre en compte l'évolution des revenus susceptible de provoquer d'autres changements dans la demande touristique. Pour une analyse complète des effets indirects, le mieux est de recourir à des modèles économiques. Tourism Research Australia (ex-Bureau of Tourism Research) a entrepris des travaux à cet effet, dont les résultats les plus récents figurent dans le rapport intitulé *Tourism Research Report* (Volume 5, n° 2, 2004), *Indirect Economic Contribution of Tourism to Australia, 2001-02*.

Source : Compte satellite du tourisme, 2005-2006 (Australie, 2007).

Prévisions

Comme indiqué précédemment, l'Autriche utilise le CST à des fins prospectives pour l'année en cours et l'année suivante. Plusieurs organismes ont également élaboré des modèles de prévision fondés sur des données et tendances passées, une analyse contrefactuelle et des données annuelles du CST.

L'accès à de nouvelles données du CST aidant, la prévision est appelée à se développer à bref délai. Elle passera notamment par la mise au point de modèles d'équilibre général calculable (EGC), dont il existe déjà quelques exemples d'application.

Données régionales

La dimension locale est fondamentale pour l'analyse du tourisme et pour l'élaboration des politiques nationales et régionales. Le tourisme n'est pas réparti de façon homogène sur tout le territoire national. Il faut donc s'appuyer sur des statistiques crédibles et de qualité, à différents niveaux territoriaux, pour faciliter les processus de décision publics (élaboration de la politique régionale, par exemple) et privés. De même que les comptes nationaux donnent une représentation de l'économie du pays, la comptabilité régionale est une technique de synthèse statistique qui vise à fournir une représentation globale et chiffrée de l'économie de la région considérée. Les données de ce type intéressent aussi particulièrement les chefs d'entreprise. La régionalisation du CST (notamment en Autriche, au Canada, au Danemark, en Finlande et en Espagne) prend donc rapidement un caractère prioritaire (encadrés 3.9 et 3.10). L'extension régionale du CST complète utilement les résultats obtenus au niveau national, notamment dans les pays où il existe de fortes disparités entre les régions en matière de tourisme.

Selon le pays, l'élaboration de CST régionaux peut être confiée à des organismes nationaux ou régionaux. Le coût peut être déterminant ; comme le fait observer l'Autriche, pour un organisme régional, la mise en œuvre d'un CST est très onéreuse au regard des résultats susceptibles d'être diffusés.

Encadré 3.9. CST régional en Finlande

Le tourisme constitue une branche d'activité importante au plan régional en Finlande. En termes absolus, les effets du tourisme et des nuitées enregistrées sur les recettes et l'emploi tendent à se concentrer dans les mêmes zones que la population et la production. En 2002, la région d'Uusimaa a représenté à elle seule 49 % environ de la production des activités caractéristiques du tourisme. En termes relatifs, les résultats sont différents. On peut considérer que la valeur ajoutée générée par le tourisme est l'indicateur qui rend compte au mieux du volume et de l'importance du secteur touristique dans l'économie de la région. Cette valeur ajoutée peut être rapportée au produit intérieur brut de l'économie de la région tout entière. Plusieurs régions – Uusimaa, Laponie, Kainuu, Savonie du Sud – et l'État libre associé d'Åland ont ainsi dépassé la moyenne affichée par le pays dans son ensemble (2.3 %). Le chiffre comprend les dépenses de tourisme à la charge des employeurs. L'évaluation des résultats peut mettre en évidence des facteurs communs aux régions performantes. Le plus important est sans doute la part des visiteurs internationaux dans le nombre total de visiteurs accueillis par la région. En termes relatifs, le nombre de nuitées de visiteurs internationaux dans les établissements d'hébergement pris en compte dans les statistiques a été incontestablement le plus élevé dans les cas suivants : Laponie, Uusimaa et Åland.

Source : Compte satellite du tourisme, Finlande.

Toutefois, il semble encore plus difficile d'élaborer un CST au niveau régional qu'au niveau national (encadré 3.10).

Encadré 3.10. Principes de base du CST régional (Danemark)

1. Faire concorder les activités avec la comptabilité nationale

La détermination des activités entrant dans le CST doit s'appuyer sur la classification retenue dans les comptes nationaux. La comptabilité nationale danoise distingue 132 secteurs types. Ceux-ci sont agrégés à partir de quelque 800 branches d'activité détaillées.

2. Veiller à ce que le tourisme soit comparable avec d'autres secteurs

Une fois identifié, le secteur touristique doit se prêter à des comparaisons avec d'autres secteurs d'activité classiques. Par exemple, il faut qu'on puisse comparer la productivité du travail dans le tourisme à la productivité du travail dans l'agriculture.

3. Rapprocher les données régionales de l'offre et de la demande par produit

Le CST régional doit être construit en fonction du compte de production régional et des tableaux nationaux des ressources (offre) et des emplois (demande). Ces derniers sont régionalisés à l'aide de clés de répartition basées sur la production ou sur le revenu disponible. Il s'agit de rapprocher l'offre et la demande par produit au niveau régional, selon une méthode dite « descendante » du fait qu'elle part des données statistiques nationales. La spécificité du CST régional et le manque d'informations sur le tourisme dans les comptes nationaux amènent à utiliser des données d'enquêtes sur le tourisme pour compléter celles de la comptabilité nationale. On parle alors de méthode « ascendante ». Il faut aussi que l'estimation de la demande touristique soit compatible avec les comptes nationaux.

Source : Documentation sur les comptes satellites du tourisme régionaux au Danemark (2004).

Obstacles à l'utilisation du CST

Il est sans doute paradoxal que les pays soient si nombreux à établir un CST alors que l'approche a été abondamment critiquée dans les réponses au questionnaire. En fait, le CST a peut-être été présenté abusivement comme une « formule magique » permettant de résoudre toutes les questions liées au tourisme. L'un des problèmes les plus urgents concerne la communication des résultats (voir plus loin). Beaucoup d'utilisateurs sont déroutés par la complexité de cet instrument et n'en voient tout simplement

pas l'utilité. Le manque d'informations sur le CST a été largement évoqué. Viennent ensuite les insuffisances attribuées au CST sur le plan des statistiques et de l'analyse.

Méconnaissance du CST

Il arrive très souvent que la plupart des acteurs concernés et des utilisateurs « ordinaires » ne parviennent pas à comprendre les données du CST du fait de leur complexité.

La complexité du CST rend l'analyse et le rapprochement avec les autres indicateurs macroéconomiques plus compliqués pour les utilisateurs ordinaires. L'exploitation des données du CST pâtit surtout du manque d'expertise de la plupart des utilisateurs dans le domaine complexe de la comptabilité nationale (Espagne).

Nombre d'utilisateurs potentiels sont quelque peu déconcertés par le CST. L'analyse entrées-sorties est une notion nouvelle pour beaucoup d'utilisateurs des statistiques du tourisme. Son intérêt n'est probablement pas tout à fait évident (Irlande).

La principale difficulté tient au fait que les utilisateurs ignorent les avantages et les inconvénients des résultats apportés (Nouvelle-Zélande).

Présentés sous leur forme d'origine, les résultats du CST sont pratiquement illisibles pour la plupart des acteurs concernés, en raison de leur niveau de détail et de leur complexité (Pologne).

La complexité du CST, sa terminologie, ses concepts, ses définitions, ses sources et ses méthodes posent des problèmes lorsqu'il s'agit de faire passer des messages clairs à un large public. Un moyen de surmonter cette difficulté consiste à inclure une partie consacrée aux concepts, définitions, sources et méthodes dans toutes les publications sur le CST (Canada).

Délai d'établissement

L'actualité des données est un enjeu déterminant pour les utilisateurs. Or la dernière année de référence disponible des CST complets varie d'un pays à l'autre. À l'automne 2009, quelques pays avaient établi un CST pour 2008 alors que d'autres disposaient seulement de données chiffrées remontant à 2002, voire avant. Autrement dit, sauf dans un très petit nombre de pays, la production des données du CST peut être jugée bien trop lente par rapport aux besoins des utilisateurs. Il faudrait en principe que les principales données du CST puissent être mises en circulation dans l'année qui suit l'année de référence. Cependant, un arbitrage peut être indispensable entre l'actualité et le degré de détail des données à apporter. Pour les comptes nationaux, par exemple, les évaluations préliminaires sont moins fouillées que les évaluations réalisées ensuite à partir de données plus précises mais plus lentes à recueillir. De la même manière, pour le CST, on pourrait déterminer un premier ensemble de données à produire plus tôt. Certains pays comme l'Autriche et l'Australie procèdent déjà ainsi, et leur expérience pourrait être mise à profit ailleurs.

Données microéconomiques et commerciales

Plusieurs pays mettent surtout en cause le niveau de détail auquel l'analyse peut être réalisée. La construction même du CST porte sur des agrégats, d'où l'impossibilité d'analyser des caractéristiques microéconomiques (établissements, touristes ou destinations). Ce reproche est probablement excessif car les recommandations visent un ensemble complet de données qui va bien au-delà des seuls agrégats ; une diffusion plus large de l'ensemble complet de données pourrait contribuer à faire évoluer les points de vue.

Le CST est difficilement exploitable dans un contexte commercial. Des activités telles que la multipropriété, l'écotourisme, les guides touristiques, les voyages à forfait, les réunions, voyages de

motivation, congrès et salons ou les croisières sont exclues et/ou mal identifiées. Les résultats du CST ne sont pas ventilés par nationalité, alors que celle-ci revêt une grande importance pour les organismes de commercialisation. Les pays ont souligné la nécessité de susciter une réflexion sur l'utilisation du CST dans ce contexte.

D'autres inconvénients viennent des variables associées au CST : le CST privilégie les agrégats monétaires, ce qui limite son utilité pour l'analyse de phénomènes ou variables non monétaires et qualitatifs se rapportant au tourisme. Par exemple, l'articulation est insuffisante avec les stratégies de commercialisation, de développement durable, d'investissement et d'emploi. Le CST ne comporte pas non plus de statistiques ventilées par sexe.

Il faudrait faire mieux savoir aux utilisateurs : a) que le CST n'est qu'un élément parmi d'autres du système de statistiques du tourisme ; et b) que le CST doit être considéré comme un système ouvert, auquel il est possible d'ajouter des extensions pour couvrir de façon plus satisfaisante des aspects non directement visés.

Écarts par rapport à d'autres estimations économiques

Les écarts entre les estimations du CST et d'autres estimations économiques du tourisme appellent des solutions sans délai. Il peut s'agir d'un simple problème de communication lorsque les définitions des données et/ou la méthodologie ne sont pas expliquées assez clairement. C'est le cas de la « contribution économique directe » du tourisme par rapport à sa « contribution économique directe + indirecte ». Ces deux indicateurs ne doivent pas être confondus. Le CST mesure uniquement les effets directs du tourisme, bien que les utilisateurs et les acteurs concernés s'intéressent souvent aussi aux effets indirects et induits. Il vaudrait mieux que les experts s'entendent sur une définition commune pour mesurer la contribution « directe + indirecte ».

Des écarts peuvent aussi se produire en cas de régionalisation du CST national, car les estimations régionales ne concordent pas nécessairement avec celles des ministères/offices provinciaux/territoriaux du tourisme. Les données infranationales ne sont pas toujours cohérentes avec celles qui sont produites au niveau national. Étant donné le nombre d'acteurs intéressés, le besoin de coordination d'un tel projet ne doit pas être sous-estimé.

Plusieurs pays ont également évoqué une confusion entre les résultats obtenus selon la méthodologie recommandée et ceux d'un « CST simulé ». Par ailleurs, a fait observer un pays, la contribution du tourisme à l'emploi estimée par le CST est très inférieure aux estimations utilisées par l'industrie touristique ; l'explication tient peut-être à la prise en compte de la composante indirecte de l'emploi.

Absence de dimension spatiale

Le tourisme a une dimension spatiale indéniable. Pour nombre d'utilisateurs, l'absence de tableaux régionaux est probablement le plus gros inconvénient. Des CST régionaux sont néanmoins mis au point dans un certain nombre de pays. Quelques remarques peuvent être formulées à cet égard.

- On ne saurait établir une fois pour toutes le niveau spatial approprié pour élaborer un CST sans étudier le territoire de référence. Une destination touristique ne peut pas toujours être définie en fonction du découpage administratif.
- L'élaboration d'un CST suppose un cadre statistique solide, qui n'existe pas toujours au niveau régional/local. Il conviendrait d'encourager la constitution de partenariats avec les offices nationaux de statistiques.

- Les modalités d'élaboration d'un CST régional varient d'un pays à l'autre. Au Canada, par exemple, Statistique Canada établit un CST pour toutes les provinces, alors qu'en Espagne il existe un seul CST régional produit par l'Andalousie.

Comparabilité internationale

La comparabilité internationale (concordance avec la méthodologie recommandée) est un enjeu important pour l'élaboration des politiques touristiques. Le CST a d'ailleurs été conçu dans cet esprit. Les réponses au questionnaire de l'OCDE montrent qu'il reste encore des efforts à faire. Au niveau international, des disparités ont été mises en évidence dès lors que les CST de différents producteurs (« concurrents ») n'atteignent pas tous le même degré de conformité. Le problème se pose notamment pour la définition de « l'environnement habituel », la prise en compte des « visiteurs de la journée », le mode de calcul du « PIB du tourisme », etc. Il s'ajoute aux préoccupations de beaucoup d'utilisateurs (encadré 3.11).

Encadré 3.11. Comparabilité internationale des résultats du CST (Allemagne)

Si, de l'avis général, le CST constitue un progrès appréciable du fait qu'il permet de mesurer le rôle économique du tourisme selon un système de comptabilité normatif harmonisé à l'échelle internationale, d'aucuns s'interrogent sur la possibilité, dans chaque pays, de procéder concrètement à l'établissement d'un CST national conformément aux recommandations concernant le cadre conceptuel et au manuel européen de mise en œuvre. Il y a lieu de penser que la disparité initiale des données spécifiques du tourisme d'un pays à l'autre laissera une grande liberté d'appréciation pour chiffrer les dépenses (estimation des dépenses touristiques lors des voyages de moins de 24 heures, par exemple).

Source : The TSA project in Germany: Results and Reactions (2004).

Une coopération internationale plus étroite s'impose dans l'élaboration du CST pour améliorer la comparabilité des données d'un pays à l'autre.

Principales difficultés d'élaboration du CST

Dans une large mesure, les obstacles à l'utilisation du CST tiennent aux difficultés rencontrées par les pays pour remplir les tableaux. L'élaboration d'un CST complet constitue manifestement une lourde charge pour nombre de pays.

- Délai d'établissement : les sources de données ne sont pas directement accessibles, d'où un décalage de plusieurs années dans la production des résultats.
- Écarts par rapport à d'autres estimations économiques : les estimations du CST sont réalisées à partir d'un large éventail de sources statistiques. Certaines suivent de près les principes de la comptabilité nationale, mais d'autres ne répondent pas suffisamment à divers critères de couverture, de conception et de périodicité, par exemple.
- Fiabilité des données du CST : le fait que les circuits à forfait soient subdivisés en plusieurs produits touristiques différents demeure un point faible des estimations du CST. Par ailleurs, les définitions retenues pour les calculs sont souvent modifiées. D'où l'impossibilité de comparer les résultats du CST d'une année à l'autre, et la nécessité de reprendre les travaux et les analyses.

- Pérennité : certains pays ont également fait savoir qu'ils manquaient de ressources pour tenir à jour et pérenniser le CST et pour produire de bonnes analyses, ou qu'ils se heurtaient à des difficultés d'organisation au stade du projet. Le travail même de mise en forme des données requiert un personnel très qualifié ; aussi faut-il éviter de renouveler constamment les responsables du projet.

Communication des résultats du CST

Mouvement général de mise en œuvre

La méthodologie du CST est actuellement mise en application par beaucoup de pays à travers le monde, ne serait-ce qu'à titre expérimental. La situation est cependant contrastée en ce qui concerne la production des comptes et la diffusion des données. Si les tableaux du CST servent de référence, la plupart des pays ne les reprennent pas tels quels pour présenter les données à diffuser. Presque tous privilégient des tableaux illustrant l'équilibre entre l'offre et la demande : tableau 1 (consommation du tourisme récepteur), tableau 2 (consommation du tourisme interne), tableau 4 (consommation du tourisme intérieur), tableau 5 (comptes de production des industries touristiques) et tableau 6 (offre interne et consommation du tourisme intérieur par produits). Nombreux sont les pays qui travaillent également sur le tableau 7 (emploi dans les industries touristiques), mais les autres tableaux ont été laissés de côté.

D'après les réponses au questionnaire de l'OCDE, l'état d'avancement varie selon les pays.

- Dans un petit nombre de pays, un CST complet est en place depuis plusieurs années et intervient désormais dans l'analyse des politiques du tourisme. Ces pays s'emploient maintenant à élaborer des extensions, notamment pour mesurer les impacts indirects et régionaux.
- Dans une majorité de pays, la mise en œuvre d'un CST est en cours, principalement sous la responsabilité de statisticiens.
- Quelques autres pays sont encore à la phase préliminaire d'étude des perspectives et des possibilités d'élaboration d'un CST.

La majorité des pays de l'OCDE disposent d'un CST

Il existe un CST dans la plupart des pays de l'OCDE (tableau 3.A1). Le principal indicateur calculé est la consommation du tourisme, mais de nombreux pays calculent aussi des agrégats comme la valeur ajoutée brute du tourisme (VABT) ou le produit intérieur brut du tourisme (PIBT). Les recommandations concernant le cadre conceptuel veulent que les indicateurs se limitent aux effets directs. Cependant, quelques pays calculent aussi le total du produit intérieur brut du tourisme, qui tient compte des effets directs et indirects.

Tableau 3.2. PIB du tourisme dans la zone OCDE et dans quelques économies non membres

| | Année | Produit intérieur brut (PIB) en milliards USD | PIB direct du tourisme en milliards USD | Part du PIB direct du tourisme dans le PIB (%) | Valeur ajoutée brute (VAB) du tourisme en milliards USD | Part de la VAB du tourisme dans le PIB (%) | PIB total ¹ du tourisme en milliards USD | Part du PIB total du tourisme dans le PIB (%) |
|----------------------------|-----------|---|---|--|---|--|---|---|
| Allemagne | 2000 | 1 900.2 | 60.8 | 3.2 | .. | .. | .. | .. |
| Australie | 2006-2007 | 873.8 | 32.5 | 3.7 | .. | .. | .. | .. |
| Autriche | 2008 | 412.9 | 22.3 | 5.5 | .. | .. | 34.7 | 8.4 |
| Canada | 2007 | 1 269.6 | 25.4 | 2.0 | .. | .. | .. | .. |
| Corée | 2008 | 929.1 | .. | .. | 16.3 (2004) | 2.3 (2004) | 61.3 | 6.6 |
| Danemark | 2006 | 273.9 | 5.2 | 1.9 | 5.2 | 1.9 | 10.7 | 3.9 |
| Espagne | 2005 | 1130.2 | .. | .. | .. | .. | 120.9 | 10.7 |
| États-Unis | 2007 | 13741.6 | 357.3 | 2.6 | .. | .. | .. | .. |
| Finlande | 2007 | 215.0 | 5 | 2.3 | 5.0 | .. | .. | .. |
| France | 2008 | 2 856.5 | 105.7 | 3.7 | .. | .. | .. | .. |
| Hongrie | 2006 | 113.0 | 6.0 | 5.3 | .. | .. | .. | .. |
| Irlande | 2000 | 96.6 | 2.8 | 2.9 | .. | .. | .. | .. |
| Islande | 2006 | 16.3 | 0.8 | 5.1 | .. | .. | .. | .. |
| Italie | 2007 | 2114.5 | 101.5 | 4.8 | .. | .. | .. | .. |
| Japon | 2006 | 4 362.6 | 100.3 | 2.3 | .. | .. | 244.3 | 5.6 |
| Mexique | 2007 | 1 022.7 | .. | .. | 81.8 | 8.0 | .. | .. |
| Norvège | 2008 | 451.8 | 14.3 | 3.2 | .. | .. | .. | .. |
| Nouvelle-Zélande | 2007 | 130.4 | 6.7 | 5.1 | .. | .. | 12.0 | 9.2 |
| Pays-Bas | 2007 | 778.3 | 19.4 | 2.5 | 23.4 | 3.0 | .. | .. |
| Pologne | 2005 | 303.9 | 6.3 | 2.1 | .. | .. | .. | .. |
| République slovaque | 2005 | 47.9 | 1.3 | 2.8 | .. | .. | .. | .. |
| République tchèque | 2007 | 174.0 | 5.0 | 2.9 | .. | .. | .. | .. |
| Royaume-Uni | 2007 | 2802.3 | .. | .. | 75.7 | 2.7 | .. | .. |
| Suède | 2008 | 479.0 | 13.9 | 2.9 | .. | .. | .. | .. |
| Suisse | 2008 | 500.3 | 14.5 | 2.9 | .. | .. | .. | .. |
| Chili | 2008 | 169.5 | .. | .. | 5.3 | 3.1 | .. | .. |
| Estonie | 2004 | 12.0 | 0.6 | 4.8 | .. | .. | 1.0 | 8.0 |
| Israël | 2008 | 199.1 | 4.0 | 2.0 | .. | .. | .. | .. |

1. PIB direct et indirect du tourisme

Source : Statistiques nationales, traitement OCDE.

Diffusion des résultats du CST

Souvent, les résultats du CST ne sont disponibles que dans la langue du pays considéré. Ils font généralement l'objet d'une large diffusion, sous une forme synthétique, à l'intention des décideurs publics et privés, du grand public et des médias (encadré 3.12), mais les données complètes du CST sont rarement mises à la disposition des utilisateurs. En outre, le contenu de la documentation varie considérablement d'un pays à l'autre et l'harmonisation des tableaux laisse à désirer car très peu de pays utilisent la présentation recommandée. Le plus souvent, les résultats sont téléchargeables gratuitement sur Internet. Certains pays soulignent que la demande d'informations vient surtout des établissements d'enseignement et de recherche. Les réponses font ressortir les éléments ci-dessous.

L'importance que peuvent avoir de bons réseaux de communication entre l'organisme compétent et les principaux acteurs concernés et fournisseurs de données ne doit pas être sous-estimée. Il

faut que les parties prenantes disposent des renseignements voulus sur la nature et les résultats attendus du CST, mais aussi, plus généralement, que des efforts communs soient déployés pour sensibiliser les utilisateurs. Un dialogue constructif est également indispensable avec les responsables des principales sources de données, surtout pour le rapprochement des estimations de l'offre et de la demande (Australie).

Les parties prenantes doivent connaître à l'avance les dates de publication des prochaines éditions. Il faut trouver des mécanismes permettant de faire participer les principaux acteurs au processus d'élaboration du CST et, dans le cas des CST régionaux, d'associer les autorités touristiques compétentes à cette échelle au processus d'élaboration des estimations. Enfin, il importe de diffuser et d'expliquer clairement les estimations, ainsi que les écarts entre les estimations du CST et les données d'origine (notamment ceux que fait apparaître le rapprochement des données de l'offre et de la demande) (Canada).

On pourrait présenter le CST lors d'une conférence suivie d'une séance de questions-réponses, en illustrant par des exemples concrets les tenants et les aboutissants du CST, et en insistant sur les possibilités qu'il offre en termes de modélisation dynamique (Irlande).

Une concertation préalable avec les principaux utilisateurs peut mettre en évidence les variables pertinentes à inclure dans les publications pour faciliter l'interprétation des résultats (Espagne).

La plus grosse erreur est sans doute de vanter exagérément les mérites du CST. D'un point de vue statistique, les avantages sont indéniables ; toutefois, les utilisateurs s'attendaient plutôt à une forme ou une autre de modèle dynamique, et non à un ensemble de tableaux statiques (Irlande).

Encadré 3.12. Processus de diffusion du CST

Les pays peuvent conjuguer plusieurs formes de diffusion. Trois sont à signaler.

- Diffusion d'un ensemble complet de tableaux du CST assortis d'explications techniques. C'est la plus susceptible de permettre à d'autres parties intéressées de continuer à travailler sur le CST. Un tiers des pays répondants ont recours à cette forme de diffusion.
- Diffusion de données partielles du CST (consommation des visiteurs et un ou deux agrégats de valeur ajoutée, par exemple) assorties d'explications techniques et de brèves analyses qui se limitent aux données du CST, éventuellement complétées par des données agrégées provenant des comptes nationaux (PIB).
- Diffusion de données partielles du CST assorties d'analyses prenant en compte d'autres données relatives au tourisme. On peut parler de diffusion « orientée utilisateur ». Il ne faudrait pas s'en tenir à cette seule forme de diffusion des données du CST, mais elle vient utilement compléter les autres.

Organisation du projet

Le projet de CST peut être mené à bien selon différentes modalités d'organisation. Il est généralement recommandé de constituer une équipe composée d'acteurs multiples, représentant au minimum l'office national de statistique, les autorités du tourisme et la banque centrale. La participation d'autres utilisateurs, notamment les entreprises et les instituts de recherche, est également souhaitable. Dans certains pays, la banque centrale n'est pas associée au processus. Le plus souvent, l'office national de statistique et les autorités du tourisme travaillent ensemble. Mais il arrive que la mise en œuvre du CST relève exclusivement de l'office national de statistique, qui reçoit éventuellement une aide financière des autorités

du tourisme. Au stade de la production du CST, la participation d'autres instances, comme les entreprises et les instituts de recherche, a été mentionnée par quelques pays (notamment l'Autriche).

Conclusions

Promouvoir une approche modulaire de l'élaboration du CST

Le CST est à envisager comme un travail statistique et administratif global de longue haleine dans lequel la modularité a son importance. L'élaboration et le développement du CST doivent se faire par étapes, des modules pouvant être ajoutés en fonction des besoins des utilisateurs. L'approche modulaire signifie aussi que le travail peut être réparti plus largement entre les différents acteurs, y compris ceux des entreprises et des universités. Encore faut-il que les données du CST soient mises à la disposition de tous avec le plus de détails possible. Le Canada en donne une illustration.

La mise au point et le développement du CST au Canada ont progressé par étapes, et de nouveaux modules ont été ajoutés au fur et à mesure pour répondre aux besoins des utilisateurs. Cette approche modulaire de la construction du CST et de ses extensions en fonction des besoins des utilisateurs a très bien fonctionné. Elle s'est révélée souple, en termes de réaction rapide à de nouveaux besoins, et gérable, dans la mesure où les modules sont distincts, ce qui évite de surcharger et d'encombrer d'ajouts (ou de compléments) le compte central. Par conséquent, la charge de travail peut être étalée sur toute l'année, et les résultats sont diffusés en plusieurs fois sous forme de fascicules relativement petits et faciles à assimiler, de préférence à une seule publication détaillée, si bien que le tourisme revient plus souvent dans l'actualité (Canada).

Aller plus loin dans la mise en œuvre des normes recommandées au niveau international

Pour beaucoup d'utilisateurs, la comparabilité internationale est un élément déterminant dans la communication des résultats du CST. Un travail considérable a été fait dans les pays de l'OCDE pour mettre au point les données du CST (par exemple, les estimations de la consommation touristique et les agrégats de valeur ajoutée) et pour respecter des concepts méthodologiques communs. Cette dynamique internationale doit se poursuivre et s'amplifier. D'autres efforts s'imposent, l'édition 2008 du CST aidant, pour renforcer la comparabilité entre pays. Au niveau international, il faut resserrer encore la coordination entre un large éventail d'organisations intergouvernementales pour soutenir le processus d'harmonisation. Tout comme la comparabilité internationale, la qualité est une bonne raison de « protéger » et de promouvoir l'appellation « CST ». Il appartient à la communauté internationale, et en particulier au Comité du tourisme, d'œuvrer dans ce sens (encadré 3.13), comme l'ont souligné de nombreux pays de l'OCDE. Une telle action pourrait contribuer à élargir l'utilisation du CST.

Encadré 3.13. Futurs travaux de l'OCDE sur les CST

Aujourd'hui, il est encore difficile d'obtenir des informations détaillées sur le travail engagé au niveau national. Entre autres obstacles, la diffusion des données n'est pas harmonisée : en effet, les données sont rarement présentées de la même manière. Parallèlement à d'autres initiatives internationales, l'OCDE mettra en avant l'harmonisation en matière de diffusion des données des CST. Cela s'ajoutera aux efforts déployés pour développer encore l'analyse fondée sur la documentation des CST et la concertation avec les autres parties prenantes. L'OCDE continuera également à examiner les données de CST disponibles et à recenser les pratiques exemplaires, y compris dans quelques économies non membres. La publication biennale sur les tendances et politiques du tourisme dans les pays de l'OCDE servira aussi à diffuser régulièrement les données des CST.

En collaboration avec d'autres organisations internationales, l'OCDE poursuivra les travaux de longue haleine concernant la collecte, la diffusion et l'analyse des données des CST. L'OCDE réalisera des enquêtes ponctuelles sur certaines initiatives liées au CST et prêtera son concours pour que les données des CST soient plus largement utilisées par les responsables publics et les entreprises (grâce à sa publication sur les politiques et les tendances du tourisme, par exemple). Des ateliers de travail *ad hoc* sur le CST seront organisés à l'intention des décideurs publics et privés. Enfin, l'OCDE entend collaborer étroitement avec d'autres organismes internationaux pour promouvoir et « protéger » l'appellation « CST ».

Associer un plus grand nombre d'acteurs à la production et à la diffusion des données et des extensions du CST

Pour beaucoup d'utilisateurs, les données de base du CST ne répondent pas suffisamment aux besoins. Les pays doivent s'attacher davantage à produire des extensions, s'ils en ont les moyens et les capacités. Il est également conseillé de mettre de nouveaux acteurs à contribution et de concevoir des formes d'organisation souples pour éviter que tous les aspects de la production du CST, extensions comprises, relèvent d'une instance unique, au risque de créer des goulets d'étranglements car il est difficile de mobiliser des effectifs qualifiés dans ce domaine. Un meilleur partage des tâches entre les organismes intéressés, faisant également intervenir les entreprises et les universités, serait *a fortiori* propice à d'autres perfectionnements (extensions et analyses, par exemple). Au préalable, les données doivent être intégralement mises à la disposition des éventuels participants aux travaux. Il importe que les responsables directs du CST diffusent autant que possible leurs données et métadonnées.

Adapter et communiquer les produits du CST aux utilisateurs

Le CST peut apporter tout un éventail de « produits » élaborés par des producteurs très divers. Cet éventail peut en effet aller de données du CST assorties de descriptions techniques à des analyses économiques et sociales fondées sur ces données. D'autres produits sont aussi envisageables pour des types d'utilisateurs différents. Il faudrait créer les conditions voulues au niveau national pour que les données du CST puissent être largement mises à profit par des études de toutes sortes sur le tourisme. La fraîcheur des données étant un facteur déterminant pour le secteur privé, des efforts particuliers doivent être déployés pour appliquer des techniques d'actualisation.

Les parties prenantes doivent connaître à l'avance les dates de publication des prochaines éditions. Il faut trouver des mécanismes permettant de faire participer les principaux acteurs au processus d'élaboration d'un CST et, dans le cas des CST régionaux, d'associer les autorités touristiques compétentes à cette échelle au processus d'élaboration des estimations.

On pourrait présenter le CST lors d'une conférence suivie d'une séance de questions-réponses, en illustrant par des exemples concrets les tenants et les aboutissants du CST, et en insistant sur les possibilités qu'il offre en termes de modélisation dynamique. Une concertation préalable avec les principaux utilisateurs peut mettre en évidence les variables pertinentes à inclure dans les publications.

Renforcer les capacités des utilisateurs du CST

De nombreux pays répondants ont indiqué qu'il serait sans doute utile de « former » les utilisateurs du CST, notamment en les initiant aux principes de la comptabilité nationale. Sans négliger la fourniture de documents techniques, il importe d'élaborer des éléments d'information complémentaires adaptés aux différents types d'utilisateurs, selon qu'ils sont plus ou moins familiarisés avec la production d'un CST.

- Première catégorie : utilisateurs qui produisent de nouvelles données à partir des données du CST. Ces utilisateurs ont besoin d'informations détaillées tant sur les concepts que sur les méthodes d'évaluation. Parallèlement à la documentation technique, une relation directe avec les producteurs des CST est à recommander.
- Deuxième catégorie : utilisateurs qui effectuent des analyses à partir des données du CST. Ces utilisateurs n'ont pas besoin de connaître tous les détails de la production du CST. Une documentation technique semble adéquate pour cette catégorie.
- Troisième catégorie : utilisateurs « finaux », décideurs publics et privés compris. Pour cette catégorie d'utilisateurs, il convient de préparer une documentation plus simple et axée sur l'action à mener.

BIBLIOGRAPHIE

- Ahlert G. (2004), « TSA for Germany : database of the satellite account and perspectives for integration into a sectoral disaggregated macro-economic model », GWS mbH (Société pour l'étude des structures économiques), GWS Discussion Paper 2004/3, www.gws-os.com/discussionpapers/gws-paper04-3.pdf.
- Australian Bureau of Statistics (2009), « Australian National Accounts: Tourism Satellite Account 2007-2008 », www.abs.gov.au, 16 avril 2009.
- Bureau central de statistique (SSB) – Norvège (2006), « Tourism Satellite Accounts, Final Figures for 2004 and Preliminary Figures for 2005 », décembre 2006. www.ssb.no.
- Bureau central de statistique – Pays-Bas (2008), « Toerisme in macro-economisch perspectief 2001-2006 » (Le tourisme dans une perspective macroéconomique, 2001-2006), Centraal Bureau voor de Statistiek, www.cbs.nl.
- Commission canadienne du tourisme et Statistique Canada (2009), « Indicateurs nationaux du tourisme, Estimations trimestrielles, Deuxième trimestre 2009 », www.statcan.gc.ca, septembre 2009.
- Department for Culture, Media and Sport – Royaume-Uni (2004), « UK Tourism Satellite Account – 'First Steps' Project », septembre 2004, www.culture.gov.uk.
- Direction du Tourisme – France (2008), « Les comptes du tourisme : Compte 2007 », www.tourisme.equipement.gouv.fr, septembre 2008.
- EUROSTAT (Office statistique des Communautés européennes), OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), UNSD (Division de statistique des Nations Unies) et OMT (Organisation mondiale du tourisme) (2001), *Compte satellite du tourisme : recommandations concernant le cadre conceptuel*, Luxembourg, Madrid, New York, Paris.
- EUROSTAT, OCDE, UNSD et OMT (2008), *2008 Tourism Satellite Account: Recommended Methodological Framework*, <http://unstats.un.org/unsd>, Luxembourg, Madrid, New York, Paris.
- Griffith E.S. et S.L. Zemanek (2009), « U.S. Travel and Tourism Satellite Accounts for 2005–2008 », Bureau of Economic Analysis, juin 2009, www.bea.gov.
- Institut de la culture et du tourisme (KCTI) – Corée (2004), « National Korea Tourism Satellite Account », www.kcti.re.kr.
- Institut du tourisme (IT) – Pologne (2006), « Tourism Satellite Account for Poland 2002 », travail réalisé à la demande du département du tourisme, ministère de l'Économie, www.msport.gov.pl.
- Institut national de statistique (INE)– Espagne (2008), « Cuenta Satélite del Turismo de España. Serie 2000–2007 », décembre 2008, www.ine.es.

- Institut national de statistique (INE) – Portugal (2009), « Estatísticas do Turismo 2008 », juin 2009, www.ine.pt.
- Institut national de statistique et de géographie (INEGI) – Mexique, « Interactive TSA Data Consultation », www.inegi.org.mx.
- Laimer, P. et E. Smeral (2006), « Ein Tourismus-Satellitenkonto für Österreich, Methodik, Ergebnisse und Prognosen für die Jahre 2000 bis 2007 » (Un compte satellite du tourisme pour l’Autriche : méthodologie, résultats et prévisions pour les années 2000 à 2007), étude réalisée par l’Office autrichien de la statistique et l’Institut autrichien de recherche économique pour le compte du ministère de l’Économie et du Travail, Statistik Austria, www.statistik.at, décembre 2006.
- Ministère de l’Aménagement du territoire, des Infrastructures, des Transports et du Tourisme (MLITT) –Japon (2007), « Research on the Economic Effects of the Travel and Tourism Industries (2006) », décembre 2007, www.mlit.go.jp.
- Mirto, A.P. M. et M. Perez (2005), « Il Conto Satellite del Turismo in Italia: uno Studio Preliminare delle Fonti Statistiche e della Metodologia » (Le compte satellite du tourisme en Italie : étude préliminaire des sources et de la méthodologie statistiques), ISTAT, www.istat.it.
- Nutek – Suède (2008), « Tourism and the Travel and Tourism Industry in Sweden », mai 2008, www.nutek.se.
- Office central de statistique (KSH) – Hongrie (2006), « Magyarország turizmus szatellit számlái », (Compte satellite du tourisme de la Hongrie), <http://portal.ksh.hu>, mars 2006.
- Office de statistique (CSU) – République tchèque (2008), « Satelitní účet cestovního ruchu v ČR 2003 – 2007 » (Compte satellite du tourisme de la République tchèque, 2003-2007), www.czso.cz, 23 juin 2009.
- Office de statistique (SVT) – Finlande (2004), « Final Report of the Finnish TSA Project », <http://julkaisurekisteri.ktm.fi>, décembre 2004.
- Office fédéral de la statistique (OFS) – Suisse (2008), « Compte satellite du tourisme de la Suisse 2001 et 2005 – Principes, méthode et résultats », 2008, www.bfs.admin.ch.
- OMT(2007), Dissemination of TSA Data, Version 1, Département des statistiques et de la mesure économique du tourisme de l’OMT, Madrid, février 2007, www.unwto.org/statistics.
- Ørsted Brandt, C. et T. Thessen (2006), « Turismens økonomiske betydning i Danmark 2006. Del 1 (direkte effekter) » (L’importance économique du tourisme au Danemark, 2006, partie 1 [effets directs]), VisitDenmark, ISBN 87-87393-53-0. 2009, www.visitdenmark.com, mai 2009.
- Statistics New Zealand (2008), « Tourism Satellite Account: 2007 », juin 2008. (ISSN 1175-530X), www.stats.govt.nz.
- Statistics South Africa (2009), « Draft Tourism Satellite Accounts for South Africa », 2005, www.statssa.gov.za.

ANNEXE 3.A1

Comptes Satellites du Tourisme (CST) par pays

TABLEAU 3.A1. INFORMATIONS SUR LES CST PAR PAYS

| Pays | Intitulé | Périodicité / comptes les plus récents | Respect de la méthodologie internationale du CST | Processus d'élaboration et organisme(s) concerné(s) |
|------------------|--|---|---|--|
| Allemagne | Compte satellite du tourisme de l'Allemagne | | | Le CST est élaboré par la Société pour l'étude des structures économiques (GWS mbH) à partir des données de l'Office fédéral statistique. |
| Australie | Compte satellite du tourisme de l'Australie (national) (ATSA) | Annuelle / exercice 2007-2008 | Conforme au CST. | Le CST est élaboré par l'Australian Bureau of Statistics (ABS). Les travaux sur le CST ont été financés par le Department of Resources, Energy and Tourism (RET). |
| Autriche | Compte satellite du tourisme de l'Autriche | Tous les ans depuis 1999, (sauf 2006- 2007) | Les tableaux 3, 8, 9 et 10 du CST ne sont pas disponibles à ce jour. | Discussions entre experts ; coordination interne avec des spécialistes du tourisme et l'Institut autrichien de recherche économique (WIFO). |
| Belgique | Travaux exploratoires en cours. | | | |
| Canada | CST du Canada (CSTC) | Depuis 1994, bisannuelle / 2002 Estimations trimestrielles partielles / 2009 | Le CSTC suit de près le CST ; cependant, plusieurs différences peuvent être observées dans la terminologie, la classification, la couverture et l'évaluation. | Le CSTC est élaboré par Statistique Canada. Les travaux ont été financés par la Commission canadienne du tourisme. |
| Corée | Compte satellite du tourisme de la Corée | Irrégulière / 2004 | La méthodologie internationale du CST a été appliquée. | Le ministère de la Culture, des Sports et du Tourisme et l'Institut coréen de la culture et du tourisme ont mis au point le CSTC. Organisations concernées : Office national de statistique, Banque de Corée, Office du tourisme coréen, Association coréenne du tourisme, etc. |
| Danemark | Documentation sur les comptes satellites régionaux au Danemark | Annuelle / 2006 | Le CST danois est conforme aux recommandations concernant le cadre conceptuel. Les tableaux 1, 2, 4, 5, 6 et 7 du CST sont en cours d'élaboration. | Le CST a été mis au point et les données sont actuellement compilées par VisitDenmark et l'Office danois de statistique. |
| Espagne | Compte satellite du | Depuis 2000, annuelle / 2007 | Le CST espagnol respecte les critères de base de la | Pour l'élaboration de la version pilote du CST, un groupe de |

| Pays | Intitulé | Périodicité / comptes les plus récents | Respect de la méthodologie internationale du CST | Processus d'élaboration et organisme(s) concerné(s) |
|-------------------|---|--|--|--|
| | tourisme de l'Espagne | | méthodologie internationale. Certains critères spécifiques ont été adoptés. | travail a été chargé d'examiner les questions méthodologiques et statistiques. Il était composé de représentants de l'Institut national de la statistique, de la Banque centrale et de l'Office national du tourisme. |
| États-Unis | Compte satellite des voyages et du tourisme des Etats-Unis (USTTSA) | Données annuelles et trimestrielles / 2008 | Conforme au CST. | Élaboré par le Bureau of Economic Analysis, et financé par l'Office of Travel and Tourism Industries. |
| Finlande | Compte du tourisme de l'Office de statistique de Finlande | Depuis 1995, annuelle / 2007 | Conforme au CST. | Mise en place d'un groupe de pilotage composé de représentants du ministère du Commerce et de l'Industrie, de l'Office national du tourisme, de l'Association des hôteliers et restaurateurs et de l'Office de statistique. |
| France | Comptes du tourisme | Depuis 1983, annuelle / 2007 | Non conforme au CST. | Travaux en cours pour adapter les comptes aux normes internationales. Ces travaux sont effectués par le ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi et par l'INSEE. |
| Grèce | CST en cours d'élaboration. | | | |
| Hongrie | Compte satellite du tourisme de la Hongrie | Depuis 2004, annuelle / 2006 | Pleinement conforme au CST, du tableau 1 au tableau 8. | Le projet de mise en œuvre du CST repose sur une coopération interinstitutionnelle. Le CST est élaboré par l'Office central de statistique (KSH). |
| Irlande | Ireland TSA – First Steps Project | Irrégulière / 2000 | Le projet «First Steps » a été conçu pour assurer autant que possible le respect du CST. | Un groupe consultatif de coordination de la recherche sur le tourisme (TRACG) a été mis en place pour examiner et élaborer des statistiques du tourisme. Le TRACG est composé de représentants de l'Office central de statistique (CSO), du ministère des Arts, du Sport et du Tourisme et des organismes qui s'y rattachent, du monde universitaire et des entreprises. |
| Islande | Compte satellite du tourisme | Annuelle / 2006 mises à jour 2007 et 2008 | | Le CST est élaboré par l'Office de statistique islandais. |
| Japon | Compte satellite du tourisme consolidé | Depuis 2003, annuelle / exercice 2006-2007 | Six tableaux du CST sur dix ont été créés. | En 2005, le ministère de l'Aménagement du territoire, des Infrastructures, des Transports et du Tourisme a créé une commission pour le développement des statistiques du tourisme afin de développer et d'améliorer le CST. |
| Luxem- | CST en cours d'élaboration – étude de faisabilité en bonne voie. | | | |

| Pays | Intitulé | Périodicité / comptes les plus récents | Respect de la méthodologie internationale du CST | Processus d'élaboration et organisme(s) concerné(s) |
|-------------------------|---|---|---|--|
| bourg | | | | |
| Mexique | Système de comptes nationaux du Mexique | Depuis 1993, annuelle / 2006 | Conforme au CST. | Ministère du Tourisme, Institut national de statistique, Banque centrale, ministère des Affaires étrangères, ministère de l'Intérieur et autorités locales. |
| Norvège | Compte satellite du tourisme | Depuis 1996, annuelle / 2006, mises à jour partielles jusqu'en 2007, 2008 | Conforme à la méthodologie internationale. | L'Office norvégien de la statistique élabore et publie le CST. |
| Nouvelle-Zélande | Compte satellite du tourisme (Tourism Satellite Account : 2006) | Depuis 1997, annuelle / exercice 2006-2007 | Conforme au CST. | Le CST est élaboré par l'Office de statistique néo-zélandais. Le financement provient du ministère du Tourisme. |
| Pays-Bas | Le tourisme dans une perspective macro-économique | Depuis 2001, annuelle / 2006 | Conforme au CST. | Le Bureau central de statistique a élaboré le CST néerlandais. |
| Pologne | Compte satellite du tourisme de la Pologne | Depuis 2000, annuelle | Conforme au CST. | Une équipe de travail était en place pour améliorer le CST en 2006. Elle comprenait des représentants du ministère du Tourisme, de la Banque nationale, de l'office central de statistique, de l'École supérieure d'économie de Varsovie et de l'Institut du tourisme. |
| Portugal | Compte satellite du tourisme du Portugal | Depuis 2000, annuelle / 2007 | Les tableaux 1, 2, 4, 5 et 6 sont conformes au CST. Le CST portugais est élaboré conformément au manuel d'Eurostat pour la mise en œuvre des CST et aux recommandations internationales sur les statistiques du tourisme. | Le CST du Portugal est élaboré par l'Institut national de statistique et bénéficie du financement de l'Office du tourisme portugais, qui est le principal utilisateur au niveau national. |
| Rép. slovaque | CST en cours d'élaboration | | | |
| Rép. tchèque | Compte satellite du tourisme de la République tchèque | Depuis 2003, annuelle / 2007 | La méthodologie du CST sert de guide, mais dans certains cas, faute d'explication claire, la République tchèque a adopté sa propre solution. | Le CST est élaboré par l'Office de statistique, à partir de ses propres sources, exception faite de l'enquête sur le tourisme récepteur, qui est financée par le ministère du Développement régional et de l'Administration nationale du tourisme. |
| Royaume-Uni | UK TSA – First Steps Project | Irrégulière / 2000 | Conforme au CST. | Cardiff Business School, à la demande du Department for Culture, Media and Sport. |
| Suède | Compte satellite du tourisme de | Depuis 1995, annuelle / 2007 | Conforme au CST. | Pour la réalisation du premier CST dans les années 90, un groupe de référence composé de |

| Pays | Intitulé | Périodicité / comptes les plus récents | Respect de la méthodologie internationale du CST | Processus d'élaboration et organisme(s) concerné(s) |
|-----------------------|---|--|--|--|
| | la Suède | | | représentants des organismes partenaires, des offices et des administrations du tourisme a été chargé d'examiner les différentes sources d'information. |
| Suisse | Compte satellite du tourisme de la Suisse | Irrégulière / 2005 | Conforme au CST. | Élaboré par l'Office fédéral de la statistique sous la supervision du Secrétariat d'État à l'économie. |
| Turquie | CST en cours d'élaboration, devant être terminé en 2011 | | | |
| Afrique du Sud | Compte satellite du tourisme de l'Afrique du Sud | Parution en mai 2009 / 2005 | Conforme au CST. | Comité de pilotage interinstitutionnel et groupe de travail. |
| Chili | Compte satellite du tourisme (Cuenta Satélite de Turismo) | Annuelle / 2006 | Conforme au CST. | Partenariat entre l'Institut national de statistique(INE), Consetur et Sernatur. |
| Chine | Compte satellite du tourisme de la province du Jiangsu | Irrégulière | Conforme au CST. | Partenaires provinciaux (Office de statistique, Office du tourisme, Université). Orientations données par l'Office national du tourisme. Soutien financier du ministère des Finances. |
| Inde | Compte satellite du tourisme de l'Inde | Irrégulière / 2002-2003 | Grosso modo conforme au CST. | CST élaboré par le Conseil national de recherche en économie appliquée pour le compte du ministère du Tourisme, selon les orientations générales d'un comité représentant les divers milieux intéressés. |
| Israël | Compte satellite du tourisme d'Israël | Irrégulière / 1995 | Conforme au CST. | élaboré par l'Office national de statistique en étroite collaboration avec le ministère du Tourisme. |
| Roumanie | CST en cours d'élaboration – Étude de faisabilité | | | |